Institut national de productivité

Rapport annuel 1983-1984

Institut national de productivité

Le contenu de cette publication a été rédigé
par l'Institut national de productivité

Cette édition a été produite par
la Direction générale des
publications gouvernementales

Dépôt légal 4e trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 0825-7248
ISSN 2-551-06427-9

© Gouvernement du Québec

M. Rodrigue Biron
Ministre de l'Industrie, du Commerce
et du Tourisme
710, place d'Youville
QUÉBEC (Qc)
G1R 4Y4

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Institut national de productivité, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1984.

Au cours de l'exercice, quatre nouveaux membres, issus des milieux patronaux et de l'enseignement, se sont joints au Conseil de l'Institut, témoignant de l'intérêt croissant que portent les grands partenaires sociaux et l'ensemble des agents économiques de notre société à l'amélioration de la productivité.

En regard des objectifs énoncés l'an dernier, un bilan globalement positif peut être dressé : comme prévu, l'Institut s'est penché sur la productivité du secteur public et a commencé à étudier l'effet de la réglementation sur la productivité dans certains sous-secteurs du secteur privé ; son action dans ces domaines se poursuivra en 1984-1985.

De plus, le programme de recherche et les activités de publication et d'animation de l'Institut ont été particulièrement riches cette année, et le nombre de personnes et d'organismes rejoints par son action s'est sensiblement accru.

En plus du succès des guides d'Autodiagnostic, qui ont rejoint au-delà de 6 000 personnes, pour la plupart des gens d'affaires, l'Institut peut compter à son actif une collaboration accrue, tant avec les milieux gouvernementaux (ministère de la Science et de la Technologie) qu'avec les milieux d'affaires (Association des manufacturiers canadiens, Centre des dirigeants d'entreprise, et autres).

En raison de l'insuffisance des moyens financiers mis à sa disposition, l'Institut n'a cependant pu réaliser la « campagne de productivité » prévue pour cette année, et qui était destinée à sensibiliser la population à la notion de productivité.

Au cours du prochain exercice, d'autres outils de gestion, du même type que l'Autodiagnostic, seront développés par l'Institut, notamment dans le domaine des nouvelles technologies. Par ses produits comme par ses interventions en région, l'Institut entend au cours du prochain exercice accentuer son action pour rejoindre ses clientèles, en trouvant le point de jonction entre leurs besoins et sa mission. Enfin, les membres de l'Institut entreprendront, conjointement avec les partenaires socio-économiques, une évaluation du chemin parcouru depuis la création de l'Institut. Cet exercice permettra de dégager des orientations qui traduiront concrètement l'implication de tous ceux qui participent à l'Institut.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer l'expression de ma respectueuse considération.

Le Président,

Raymond Bachand

Montréal, le 30 juin 1984

Table des matières

I. Rapport d'activités

Programme de recherche 7
Programme de communication 8
Activités de dialogue et programme de formation 9
Activités administratives 11

II. États financiers

Rapport du vérificateur 13
Bilan 14
État des revenus et dépenses 14
Notes aux états financiers 15

Annexes

1. Les membres de l'Institut 17
2. Les publications en 1983-1984 18
3. Les conférences et activités d'animation en 1983-1984 19

I. Rapport d'activités

Programme de recherche

L'exercice 1983-1984 aura vu aboutir un bon nombre de projets de recherche amorcés au cours de l'année précédente, notamment dans trois des cinq champs d'action prioritaires définis par les membres de l'Institut :

— les liens entre l'emploi et la productivité, champ dans lequel s'inscrivent les recherches portant sur l'impact des nouvelles technologies ;
— le diagnostic et la mesure de la productivité, où se retrouvent l'ensemble des méthodes diagnostiques développées par l'Institut ;
— la gestion des ressources humaines et l'organisation du travail, identifiées comme un facteur primordial de l'amélioration de la productivité.

L'Institut a par ailleurs continué de jouer son rôle de témoin, d'analyste et d'organisme-conseil en couvrant le champ de l'analyse économique et sociale de la productivité, qui comporte l'étude des effets de la réglementation gouvernementale sur la productivité de l'entreprise.

A- Les liens entre l'emploi et la productivité

Une série de huit études portant sur l'incidence des nouvelles technologies sur la productivité, les conséquences de leur implantation en entreprise, les stratégies nationales élaborées dans les pays industrialisés en vue d'en maximiser les retombées, ont été complétées et publiées en début d'année.

Par ailleurs, l'Institut a procédé à des études de cas portant sur l'introduction des nouvelles technologies auprès de cinq entreprises de fabrication, offrant une certaine diversité de taille, de situation géographique et d'organisation ouvrière. Ces études visent à déterminer comment se passent concrètement, dans des entreprises typiques du Québec, les changements technologiques. L'expérience acquise par le biais de ces études servira à répondre aux besoins d'un grand nombre d'entreprises de transformation québécoises au moment où elles devront négocier le « virage technologique ».

En continuité avec ce projet, l'Institut est en train de développer des outils de gestion visant à faciliter l'introduction des nouvelles technologies dans l'entreprise, à partir de l'identification des besoins d'équipement jusqu'à l'implantation physique et au rodage des nouvelles machines, en tenant compte des conséquences humaines de ces changements.

Une analyse portant sur l'état actuel et sur les perspectives de pénétration des nouvelles technologies au Québec a en outre été élaborée. Ce premier rapport s'inscrit en continuité de l'action que l'Institut mène dans le cadre du « Sommet sur l'électronique et l'informatique », présidé par le ministre de la Science et de la Technologie.

Enfin, l'Institut a accueilli les membres du Comité sur les emplois de l'avenir, formé d'individus émanant des milieux patronaux, syndicaux, gouvernementaux et de la coopération. Le Comité a remis en novembre 1983 son rapport, qui trace notamment une analyse de l'environnement économique du Québec des années 80 et définit les éléments d'une stratégie de plein emploi.

B- Le diagnostic et la mesure de la productivité

Dans ce domaine, la publication en début d'année de cinq « autodiagnostics détaillés » (direction générale, finances, marketing et vente, ressources humaines, production) est venue compléter la gamme des guides d'autodiagnostic, qui ont constitué depuis l'an dernier les produits les plus demandés de l'Institut. En effet, ils ont été distribués à plus de 6 000 exemplaires et ont été adoptés par de grandes institutions financières, certains ministères à vocation économique et certains organismes internationaux.

Toujours dans le champ du diagnostic, l'Institut a collaboré aux différentes étapes de la réalisation d'un guide « Diagnostic-Export » qui sera produit par le ministère du Commerce extérieur du Québec, à l'intention des entreprises exportatrices. Cette collaboration est appelée à se poursuivre jusqu'à l'édition du guide.

Enfin, le travail préparatoire en vue de la rédaction de guides sectoriels de diagnostic (municipalités, petits établissements de santé, vêtement) s'est poursuivi.

La P.P.P. (planification des profits et de la productivité) est une méthode développée par la firme Secoma pour le compte de l'Institut. Basée sur les données comptables de l'entreprise, elle permet de quantifier la productivité et de visualiser les éléments rentables et non rentables des opérations. Ce projet donnera lieu à la publication d'un guide de gestion au début de la prochaine année.

L'Institut a également commandité quatre interventions en entreprises du Centre d'innovation industrielle de Montréal (CIIM) dans le domaine de l'analyse de la valeur. Deux de ces interventions en sont à l'étape de l'application des mesures proposées, tandis que les deux autres en sont encore au stade de l'analyse proprement dite. Un rapport sera remis à l'Institut dans le courant de l'année 1984-1985, dont les données seront utilisées dans le cadre des diverses publications et activités régulières de l'Institut.

Enfin, la firme Desjardins, Fortin a réalisé pour le compte de l'Institut une étude préliminaire portant sur le « Short Interval Scheduling », méthode de planification, d'organisation et de contrôle du travail.

C- La gestion des ressources humaines et l'organisation du travail

Dans ce domaine, l'Institut a réalisé, en collaboration avec des chercheurs et des universitaires, une problématique portant sur les nouvelles conceptions en matière de gestion des ressources humaines en vue d'une activité conjointe de sensibilisation en ce domaine avec l'Association des manufacturiers canadiens. En outre, une étude critique portant sur onze méthodes de mesure et d'analyse des conditions de travail a été publiée.

Par ailleurs, l'Institut poursuit avec l'École des hautes études commerciales (H.E.C.) une enquête commencée il y déjà deux ans auprès de quelque trois cents entreprises afin de tracer un portrait général des mentalités et des pratiques de gestion des ressources humaines au Québec.

Enfin, l'Institut a fourni les services d'une personne-ressource en matière de qualité de vie au travail, dans le cadre d'une opération menée par divers intervenants de l'entreprise et du gouvernement dans la région de Granby.

D- L'analyse économique et sociale de la productivité

Trois projets ont été poursuivis cette année dans le domaine de l'analyse économique et sociale : tout d'abord, l'étude annuelle de l'évolution de la productivité au Québec, dans laquelle on retrouve cette année, outre une analyse conjoncturelle et des données sectorielles, une analyse structurelle de la productivité, était à toutes fins pratiques complétée à la fin de l'année fiscale. Le rapport Productivité et performance de l'économie québécoise — 1983 sera disponible au début de l'exercice 1984-1985.

Le groupe Gamma a réalisé pour le compte de l'Institut une étude portant sur la contribution de la productivité à la croissance économique du Québec dans les années 70. Cette étude comporte une analyse de l'informatisation comme facteur de promotion de la productivité.

Enfin, l'Institut a entrepris, en collaboration avec le Centre québécois de productivité du vêtement, une enquête auprès de dix entreprises sur les effets de la réglementation. La méthodologie et les instruments d'enquête ont été développés et les travaux, interrompus en février 1984 pour permettre des ajustements avec les entreprises concernées, doivent reprendre sous peu pour être complétés au cours de la prochaine année.

Programme de communication

A- Information et documentation

Deux cent huit demandes d'information et de services ont été acheminées à l'agent d'information et traitées au cours de l'année. 31,5 % de ces demandes provenaient de sources gouvernementales, 21,3 % d'entreprises, 14 % d'associations patronales, syndicales et professionnelles, et 11 % de conseillers en gestion. Plus de la moitié des demandes avaient trait à l'Institut lui-même, à ses produits et à la productivité en général. Les techniques de gestion des ressources humaines et l'impact des nouvelles technologies ont fait l'objet de 15 % des demandes.

Par ailleurs, le centre de documentation de l'Institut a acquis depuis un an 145 volumes ; il compte maintenant quelque 5 000 volumes et 140 abonnements à des publications périodiques. De plus, le centre de documentation a poursuivi, en collaboration avec l'École des hautes études commerciales, la mise sur pied d'une banque de cas qui seront utilisés dans le cadre des publications et activités régulières de l'Institut.

En outre, deux cent deux demandes de renseignements et de documentation étaient traitées par le centre de documentation. 37 % de ces demandes provenaient d'institutions d'enseignement post-secondaire, 31 % d'entreprises et 13 % du Gouvernement.

L'impact des nouvelles technologies (21 %), la gestion des ressources humaines (18 %), les cercles de qualité (8 %) et les données et les techniques relatives à l'absentéisme (5 %), ont été les sujets les plus demandés, alors que 30 % des demandes concernaient la productivité en général.

B- Productividées

Cinq numéros du journal de l'Institut ont été publiés cette année. Les thèmes des dossiers ont été :

l'effet des nouvelles technologies ;

les cercles de qualité ;

les centres de productivité sectoriels;
la productivité dans le secteur public;
la communication dans l'entreprise;
l'opération productivité dans la région de Granby.

La liste d'abonnés de Productividées, ramenée à quelque 2 500 à la fin de la dernière année, a presque doublé au cours de l'année pour atteindre 4 900 au 31 mars 1984. Rappelons que le journal, bien que gratuit, n'est envoyé qu'aux personnes ou organismes qui en manifestent formellement le désir.

À compter du numéro d'avril 1984 (vol. 5 no 1), Productividées adoptera une image graphique rajeunie; par la suite, la présentation d'un contenu rédactionnel toujours axé sur la productivité sera également modifiée dans le sens d'un plus grand dynamisme. Par ces transformations et en poursuivant l'objectif d'augmenter de 3 000 le nombre de ses abonnés, Productividées vise à être en mesure de vendre au cours de la prochaine année de l'espace publicitaire.

C- Les publications

En plus des 23 nouveaux titres publiés cette année par l'Institut (voir liste en annexe 2, p. 18), on a procédé à une deuxième édition de l'Autodiagnostic sommaire, et produit plusieurs dépliants promotionnels. Un bulletin destiné aux gestionnaires et aux conseillers d'entreprise a été développé; il sera lancé en septembre 1984.

Pour l'exercice 1983-1984, les revenus provenant de la vente de publications s'élèvent à 38 673 $, alors qu'au 31 mars 1984, l'Institut dispose de stocks valant quelque 90 000 $ (à la valeur marchande).

Des politiques d'édition ont été adoptées par les membres de l'Institut en août 1983. Elles mettaient en relief l'importance de la mise en marché pour engendrer des revenus à même les activités d'éditeur de l'Institut. Des normes graphiques ont été établies, complétées par l'adoption de la nouvelle signature graphique de l'Institut. Enfin, une politique de prix a été instaurée.

L'objectif de l'an prochain est de réaliser une partie de la valeur des stocks, en développant la mise en marché, notamment par une étude de marché et par la constitution de listes promotionnelles, tout en continuant à publier les résultats des recherches de l'Institut ou toute autre information jugée valable par ses membres.

D- La campagne de productivité

Une vaste campagne de publicité et de relations publiques, visant à sensibiliser l'ensemble de la population du Québec (le grand public) à l'importance de la productivité, a été planifiée et menée jusqu'au stade de la réalisation entre août 1983 et février 1984.

Mis sur pied à la demande des membres de l'Institut, ce projet devait être doté d'un budget spécial de 1 200 000 $, comporter une campagne de publicité sur affiches ainsi que dans les grands quotidiens, les postes de radio et de télévision, la production de documents de vulgarisation à grand tirage, et une campagne de sensibilisation des agents économiques régionaux.

Une bonne partie du travail préparatoire a été réalisée à même les budgets réguliers de l'Institut (rédaction d'une nouvelle version du concept de la productivité, rédaction d'un document sur la productivité et les travailleurs, réalisation d'un sondage sur la perception du concept de productivité par la population québécoise, production de matériel publicitaire et graphique, dont la nouvelle signature graphique de l'Institut); les dépenses engagées ont excédé 130 000 $.

La campagne de productivité, dont la première phase devait se dérouler au printemps 1984, a été reportée jusqu'à l'obtention des budgets nécessaires à sa réalisation.

Cependant, alors qu'une partie du matériel produit sert aux activités régulières de l'Institut, les activités régionales de sensibilisation se poursuivent (voir p.10).

Activités de dialogue et programme de formation

A- Colloques

L'Institut a tenu deux grands colloques au cours de l'exercice: le premier, sous le thème: « Technologie et travail: un virage humain », a rassemblé à Montréal, le 1er juin 1983, 166 participants des milieux gouvernementaux, de l'entreprise, des syndicats, de l'enseignement et de la recherche, dans des ateliers portant sur les enjeux de la révolution microélectronique en milieu de travail. La publication des huit études de la collection Technologie et travail (voir annexe 2, p. 18) s'inscrit dans la suite de ce colloque.

Le second, au programme de l'Institut depuis plus d'un an, et retardé en raison des négociations du secteur public, a porté sur: « La productivité dans le secteur public ». Il s'est tenu à Montréal les 19 et 20 octobre 1983, et a rassemblé 222 participants patronaux et syndicaux des secteurs de l'administration gouvernementale, hospitalière, municipale et scolaire. Le colloque a donné lieu à la publication de documents d'appui: études réalisées pour le compte de l'Institut et problématique définie par l'Institut à ce sujet.

Les revenus bruts produits par ces activités ont été de 19 310 $.

B- Tables-rondes

Cinq tables-rondes ont été organisées par l'INP au cours de l'année, qui ont rassemblé plus de 80 personnes au total. Les thèmes ont été : les expériences d'amélioration de la productivité dans le secteur public ; les organismes d'aide à l'entreprise ; l'expérience européenne en matière de productivité (table-ronde regroupant une quarantaine de représentants de centres européens de productivité et d'organismes québécois) ; les méthodes de mesure de la productivité (organisation conjointe avec l'UQAM) ; les services offerts aux industries au Québec et en Chine (accueil d'un groupe de membres de l'Association chinoise pour la science et la technologie, invité par le ministère des Affaires intergouvernementales).

Ces tables-rondes, organisées pour favoriser la circulation de l'information et les prises de contact entre intervenants et spécialistes, servent aussi à la planification d'événements tels que les colloques et alimentent les dossiers thématiques du journal de l'Institut.

C- Formation, animation et conférences

L'animation et les conférences sont des activités régulières du personnel de l'Institut depuis sa création. Cette année, seize conférences et ateliers ont été donnés, pour différents organismes gouvernementaux et privés ; ces activités, dont on trouvera la liste à l'annexe 3, p. 19, ont touché près de 1 800 personnes.

Le secteur de la formation a quant à lui commencé à se structurer durant l'été 1983 ; il vise à offrir aux partenaires sociaux des outils de formation portant sur les moyens et les techniques d'amélioration de la productivité. Une politique de prix a été établie pour les activités payantes (séminaires et ateliers d'animation). À la fin de l'exercice, de nombreuses mini-cliniques portant sur l'autodiagnostic de l'entreprise avaient eu lieu, notamment par le biais de participations à la tenue de colloques (voir p. 19). Des cliniques ont également été organisées par l'Institut pour des groupes d'hommes d'affaires. De plus, un séminaire de formation, portant sur l'amélioration de la productivité, a été mis sur pied, en collaboration avec la firme R.H. Schaffer ; il sera donné au début de l'année 1984-1985.

Les activités de formation, en plus de couvrir les activités de sensibilisation régionale, les conférences et les activités d'animation en entreprise, s'orienteront pour le prochain exercice vers la tenue de séminaires ; l'on vise à permettre à 75 entreprises de déclencher un processus organisé d'amélioration de la productivité.

D- Missions à l'étranger

Au printemps 1983, l'Institut a mis sur pied deux missions : la première, constituée de membres de l'Institut et de représentants des milieux syndicaux, de l'enseignement et des affaires, a assisté, du 9 au 12 mai, à un symposium international organisé par le Centre japonais de productivité à Tokyo et s'est renseignée sur les politiques japonaises de gestion ; la seconde, regroupant des représentants syndicaux, patronaux, de l'enseignement et de la recherche, s'est rendue, du 25 mai au 11 juin 1983, en Autriche, en République fédérale allemande, en Suède et en Norvège ; elle avait pour objet d'approfondir la connaissance du contexte historique, politique et social dans lequel se sont développées les stratégies nationales de plein emploi. Le rapport de cette dernière mission a été publié.

E- Sensibilisation régionale

Malgré le report de la « campagne de productivité », les activités de sensibilisation régionale qui en faisaient partie se sont inscrites dans le programme régulier de l'Institut. Ces activités ont pris la forme de rencontres avec des intervenants économiques (patrons, leaders syndicaux, intervenants gouvernementaux) dans la région de Granby et De Lanaudière. Des réunions d'organisation ont été tenues, en collaboration avec l'Association des manufacturiers canadiens, en vue d'une action dans la région de Québec. D'autres régions seront touchées dans le courant de la prochaine année.

F- Participations

Les compétences et l'expérience acquises par le personnel de l'INP ont été mises à contribution au cours de l'année, notamment dans le cadre de participations à la tenue de colloques et de congrès :

— congrès du Centre des dirigeants d'entreprise, octobre 1983, 200 participants. Participation à la définition du contenu et à la publication d'une brochure portant sur l'autodiagnostic de l'entreprise ;

— colloques du Groupement québécois d'entreprises, 21 avril 1983, 180 participants (Thème : l'autodiagnostic) ; 22 septembre 1983, 300 participants (Thème : le diagnostic-marketing) ; participation à la définition du contenu.

Par ailleurs, l'Institut a participé à des événements spéciaux, comme le « Salon de la PME » (29 et 30 octobre 1983) où son kiosque, visité par quelque 600 personnes, a reçu le prix d'excellence.

Dans le cadre de ces colloques et activités ont eu lieu des mini-cliniques portant sur les divers aspects de l'autodiagnostic d'entreprise.

De plus, le personnel de l'Institut a mis sur pied des kiosques d'information et de promotion à l'occasion de divers congrès et colloques. Enfin, l'Institut a délégué un membre de son personnel à titre de membre du Conseil d'administration et de divers comités (robotique, réglementation, etc.) du Centre québécois de productivité du vêtement.

Activités administratives

A- Les membres

Au cours de l'exercice 1983-1984, le mandat de deux membres de l'Institut, MM. William Gauvin (président, Les Technologies William H. Gauvin inc.) et Robert Lacroix (directeur du département de science économique, Université de Montréal), est arrivé à échéance.

Le 15 juin 1983, Mme Rita Dionne-Marsolais et MM. Pierre Harvey, Pierre Lefebvre et Denis Beauregard étaient nommés membres de l'Institut, ces deux derniers après consultation et sur recommandation des milieux d'affaires québécois.

Les membres de l'Institut se sont réunis six fois au cours de l'année 1983-1984. On trouvera, en annexe 1, p. 17, la liste des noms et fonctions des membres.

B- Le personnel

Au 31 mars 1984, l'Institut comptait 17 employés réguliers à plein temps, un occasionnel à plein temps et un occasionnel à temps partiel.

Deux de ces employés occupaient des postes de direction (directeur général et directeur de la recherche), dix d'entre eux étaient chargés de projets (quatre en recherche, cinq en communications et un en formation), un exerçait une fonction administrative et six une fonction de secrétariat.

Quatre personnes ont été embauchées au cours de l'été 1983 pour combler les postes suivants: chargé(e) de projets/recherche, chargé(e) de projets/formation, chargé(e) de projets/documentation, chargé(e) de projets/publications. Deux postes de chargé(e)s de projets/recherche sont actuellement vacants.

L'Institut a également embauché au cours de l'exercice un coordonnateur pour les activités de communications et de relations publiques de la « campagne de productivité » (voir p. 9). En raison du report de ces activités, le titulaire du poste a quitté l'Institut.

C- Les revenus et dépenses

La subvention versée à l'Institut à même le budget du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Québec s'est élevée pour l'année 1983-1984 à 991 200 $, en baisse de 678 200 $ par rapport au dernier exercice.

À ce revenu doivent s'ajouter des revenus de placement de 71 068 $.

Par ailleurs, l'Institut a enregistré des revenus propres de 57 983 $, provenant de la vente de ses produits et services.

Les dépenses s'élevant à 1 644 016 $, il se dégage un déficit de 523 765 $ pour l'exercice 1983-1984, ce qui a eu pour effet de réduire les réserves à 210 178 $.

Pour l'exercice 1984-1985, la réalisation du programme de travail de l'Institut requerra un budget de l'ordre de 1 370 000 $, alors que l'Institut disposera d'une subvention de 983 000 $ et des réserves de quelque 200 000 $. C'est par la vente de ses produits et services, de même que par l'obtention des commandites pour certaines recherches, que l'Institut entend combler la différence.

Le bilan au 31 mars 1984, de même que l'état des revenus et dépenses se trouvent au chapitre II, p. 14.

II. États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1984

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan de l'Institut national de productivité au 31 mars 1984 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 8 juin 1984

Institut national de productivité
(L.R.Q., c. I-13.1)

Bilan
au 31 mars 1984

	1984 $	1983 $
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	311 836	872 119
Intérêts courus sur dépôts à terme	21 896	26 298
Débiteurs	5 583	500
Frais payés d'avance	8 093	7 649
	347 408	**906 566**
Passif		
Emprunt bancaire — garantie par dépôt à terme	85 828	—
Créditeurs et frais courus	51 402	172 623
	137 230	**172 623**
Excédent		
Solde au début	733 943	477 658
Excédent des dépenses sur la subvention et les revenus de l'exercice	523 765	(256 285)
Solde à la fin	210 178	733 943
	347 408	**906 566**

Pour l'Institut,

Raymond Bachand, Président

Claude Major, Directeur général

Institut national de productivité

État des revenus et dépenses
de l'exercice terminé le 31 mars 1984

	1984 $	1983 $
Dépenses		
Traitements, allocations et avantages sociaux	741 624	649 817
Communications	66 044	87 747
Loyer et entretien	114 725	113 385
Services administratifs	78 593	104 948
Fournitures de bureau	20 188	13 242
Projets et programmes (note 3)	615 366	496 250
Immobilisations:		
Mobilier et agencement	3 055	821
Équipement de bureau	2 734	44 756
Améliorations des aires locatives	1 687	53
	1 644 016	**1 511 019**
Revenus		
Publications	38 673	4 829
Colloques	19 310	—
Intérêts sur dépôts à terme	71 068	93 075
	129 051	**97 904**
Excédent des dépenses sur les revenus	1 514 965	1 413 115
Subvention du gouvernement du Québec (note 4)	991 200	1 669 400
Excédent des dépenses sur la subvention et les revenus	523 765	(256 285)

Institut national de productivité

Notes complémentaires
au 31 mars 1983

1. Constitution et objectifs

L'Institut national de productivité, corporation au sens du Code civil constituée pa. une loi spéciale, a pour objectifs, dans le contexte de la situation et de la politique économiques générales, d'informer la population et les agents économiques sur la notion de productivité dans la vie économique, d'en faire connaître l'importance ainsi que le rôle joué par les différents facteurs qui l'influencent et de favoriser la collaboration et la concertation entre les agents économiques afin d'accroître la productivité.

2. Conventions comptables

Les états financiers de l'Institut ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

Immobilisations

Les acquisitions de mobilier et d'équipement de bureau ainsi que les frais pour l'amélioration des aires locatives sont imputés aux opérations.

Contribution au régime de retraite

La contribution de l'Institut à titre d'employeur au Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics est effectuée par le ministère de la Fonction publique et n'est pas présentée à l'état des revenus et dépenses.

3. Projets et programmes

Les frais encourus pour la production des publications sont présentés à l'état des résultats au poste « Projets et programmes ». Le stock des publications au 31 mars 1984 non comptabilisé aux états financiers s'élève à 90 000 $ au prix de vente lequel est moindre que le prix coûtant.

4. Subvention du gouvernement du Québec

Conformément à la loi constituant l'Institut national de productivité, les sommes requises pour l'application de cette loi sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement dans le cadre du budget du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Annexe 1

Les membres de l'Institut

Président:
M. Raymond Bachand
Vice-président
Planification et développement
Groupe des Épiciers Unis Métro-Richelieu inc.

M. Denis Beauregard
Directeur de la recherche
Conseil du patronat du Québec (CPQ)

Mme Rita Dionne-Marsolais
Président
Bio-Endo inc.

M. Sylvio Gagnon
Secrétaire général
Confédération des syndicats nationaux (CSN)

M. Pierre Harvey
Directeur
École des hautes études commerciales (HEC)

M. Jean-Paul Hétu
Président
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)

M. Louis Laberge
Président
Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)

M. Pierre Lefebvre
Membre du comité exécutif
Centre des dirigeants d'entreprise (CDE)

M. Yvon Lessard
Délégué
Chambre de commerce de la province de Québec (CCPQ)

M. Fernand Gauthier
Directeur général
Institut national de productivité (INP)

Note: Le secrétaire de l'Institut national de productivité est:
M. Léo Bilodeau
Directeur du service juridique
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Québec (MICT)

Annexe 2

Les publications en 1983-1984

Guides:

L'Autodiagnostic sommaire de votre entreprise (2e édition)

Collection « Autodiagnostics détaillés »
5 volumes:

Direction générale

Marketing et vente

Production

Finances

Ressources humaines

Collection « Technologie et travail »
8 volumes:

Introduction à la technologie des microprocesseurs

Introduction à la bureautique

Introduction à la robotique

Introduction à la conception et à la fabrication assistées par ordinateur

L'introduction de technologies nouvelles dans l'entreprise: facteurs et conséquences

Nouvelles technologies et caractéristiques du travail: bilan-synthèse des connaissances

Introduction de nouvelles technologies et effets sur l'emploi: un inventaire de stratégies nationales

Les impacts de l'informatisation des méthodes de gestion et de production dans les petites imprimeries générales au Québec

Colloques

Documents d'appui au colloque « Technologie et travail»

Technologie et travail, un virage humain (rapport de colloque)

Documents d'appui au colloque sur le secteur public

Mieux gérer pour le bien public (rapport de colloque)

Rapports et études

Rapport annuel 1982-1983

Mission de l'INP sur le plein emploi en Europe

Vers une société de plein emploi (rapport du Comité de l'INP sur les emplois de l'avenir)

La productivité dans le nouveau contexte économique (étude du Worldwatch Institute)

La mesure des conditions de travail

La contribution de la productivité à la croissance économique du Québec (1971-1981)

Périodiques

Productividées, vol. IV, nos 1 à 5

Annexe 3

Les conférences et les activités d'animation en 1983-1984

1. Fédération informatique du Québec, Québec, 14 avril 1983, 30 participants. Thème : « Informatique et emploi ou informatique et chômage ? »
2. Congrès des relations industrielles de l'Université Laval, Québec, 12 avril 1983, 500 participants. Thème : « L'entreprise peut-elle se passer d'un syndicat ? »
3. Colloque de l'Association des cadres, Montréal, 15 avril 1983, 200 participants. Thème : « La productivité dans les services publics »
4. Association des économistes du Québec, Montréal, 6 mai 1983, 40 participants. Thème : « La productivité et l'exportation »
5. Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Trois-Rivières, 25 mai 1983, 80 participants. Thème : » Inventaire des innovations en gestion : méthodologie et premiers résultats »
6. Techni-tex (Association des diplômés en textile), Saint-Hyacinthe, 27 mai 1983, 171 participants. Thème : « La qualité, une question de survie »
7. Symposium de robotique industrielle, Sainte-Anne de La Pocatière, 7 juin 1983, 32 participants. Thème : « L'introduction de nouvelles technologies dans l'entreprise »
8. Association canadienne de gestion du personnel des services publics, Ottawa, 15 juin 1983, 350 participants. Thème : « Impact de l'économie sur la productivité, le travail et les valeurs »
9. Salon du bureau, Montréal, 4 octobre 1983, 80 participants. Thème : « Bureautique »
10. Société des professeurs d'économie du Québec, Montréal, 13 octobre 1983, 80 participants. Thème : « La productivité »
11. Conseil canadien de la vie au travail, Ottawa, 21 octobre 1983, 40 participants. Thème : « Productivité et participation des travailleurs »
12. Ministère des Approvisionnements et Services du Canada, Cornwall, 3 novembre 1983, 30 participants. Thème : « La productivité : qu'estce que c'est ? Où en sommes-nous ? Que pouvons-nous y faire ? »
13. Corporation de développement économique Bromont-Waterloo-Lac Brôme, Waterloo, 13 décembre 1983, 40 participants. Thème : « Le rôle du syndicat dans la relance de l'entreprise »
14. Club Richelieu de Candiac, 7 mars 1984, 25 participants. Thème : « La productivité »
15. Institut canadien d'administration publique, Ottawa, 12 mars 1984, 115 participants. Thème : « La productivité dans le secteur public »
16. Institut des conseillers en organisation et méthodes, Montréal, 20 mars 1984, 45 participants. Thème : « Le cadre-conseil : parasite ou pilier d'entreprise ? »